



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise  
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation  
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,  
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY  
REQUIREMENT.

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes  
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> OMS Modernization Project	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 21120-206246/C	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 011
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 21120-20-3266246	<b>Date</b> 2022-03-10
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XL-165-40231	
<b>File No. - N° de dossier</b> 005im.21120-206246	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Daylight Saving Time EDT <b>on - le 2022-03-29</b> Heure Avancée de l'Est HAE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Conn-Harbinson, Margo	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 005im
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-8108 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

N° de l'invitation – Solicitation No.	N° de la modif. – Amd. No	Id de l'acheteur – Buyer ID
21120-206246	011	005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

**La présente modification no 011 vise à fournir des réponses aux questions des soumissionnaires.**

**MODIFICATIONS:**

**La modification de l'invitation est émise :**

**B) Pour répondre aux questions concernant la demande de soumissions.**

**B) QUESTIONS:**

Les questions suivantes ont été reçues des soumissionnaires. Afin d'assurer la cohérence et la qualité des informations fournies aux soumissionnaires, les demandes de renseignements importantes reçues et les réponses à ces demandes seront fournies simultanément à tous les soumissionnaires à qui la demande de soumissions a été envoyée.

- Q.124. Feuilles de prix : La section Annexe C, Prix, est très vaste et longue (59 pages) et n'est ni accessible ni modifiable dans le format PDF actuel. L'État fournira-t-il aux soumissionnaires des tableaux de prix de l'annexe C dans des fichiers Word ou Excel afin de pouvoir les remplir avec exactitude? Il serait également avantageux pour l'État, aux fins d'évaluation, de fournir un format à utiliser par les soumissionnaires.

- R.124. Une version Word est disponible et sera transmise au soumissionnaire sur demande à l'autorité contractante.

- Q.125. Sections à soumettre : À la section 3.1, Instructions pour la préparation des soumissions, la demande de propositions (DP) stipule que la soumission doit être recueillie par section et divisée en quatre (4) sections distinctes. Toutefois, à la section 3.6, la DP contient une cinquième (5<sup>e</sup>) section inscrite pour le Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement. L'État peut-il confirmer que les soumissionnaires doivent présenter cinq (5) sections distinctes et que l'information sur l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement doit être contenue seulement dans la section V?

- R.125. Les soumissionnaires doivent présenter cinq (5) sections distinctes. L'information sur l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement doit être présentée dans la section V.

- Q.126. Section : Partie 6 > 6.3 Exigences en matière d'assurance  
Partie 7 > 7.17 Exigences en matière d'assurance

N° de l'exigence : 6.3 et 7.17

Description de l'exigence : 6.3 Clause G1007T du Guide des CCUA G1005C (2016-01-28), Exigences en matière d'assurance

– Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe .

<b>N° de l'invitation – Solicitation No.</b>	<b>N° de la modif. – Amd. No</b>	<b>Id de l'acheteur – Buyer ID</b>
21120-206246	011	005IM
<b>N° de réf. du client – Client Ref. No.</b>	<b>N° du dossier – File No.</b>	<b>N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No</b>

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

7.17 Clause du Guide des CUA G1005C (2016-01-28), Exigences en matière d'assurance

– L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

Question : G1007T – L'autorité contractante utilise-t-elle une formule pour déterminer la couverture requise? Dans l'affirmative, l'autorité peut-elle fournir la formule?

G1005C – Cela va-t-il à l'encontre de l'exigence précédente en matière d'assurance?

R.126. Partie 6, 6.3 Exigences en matière d'assurance, clause G1007T du Guide des CUA, supprimer le renvoi à cette clause.

Partie 7, 7.17 Exigences en matière d'assurance, clause G1005C du Guide des CUA, cette clause s'appliquera toujours. Il s'agit d'une clause type et fait peser sur l'entrepreneur la responsabilité de décider s'il doit avoir une assurance.

Q.127. L'annexe H renvoie au Formulaire 10, qui a été publié dans la modification n° 1. Il est seulement indiqué que le formulaire est joint à la modification au format .xlsx. Or j'ai de la difficulté à trouver ce document. Y a-t-il un endroit où je peux y avoir accès?

Formulaire 10

Formulaire à l'intention des fournisseurs sur l'intégrité de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA)

Inclus comme pièce jointe Formulaire 10 – Formulaire à l'intention des fournisseurs ISCA.xlsx

R.127. Le formulaire 10 n'est plus requis. Le renvoi au formulaire 10 est retiré de la DP.

Q.128. Section de la DP : 6.3 & 7.17

Question Ces deux articles se réfèrent à la clause G1007T du Guide des CUA, mais la DP ne précise aucune exigence en matière d'assurance. Veuillez confirmer quelles sont les exigences en matière d'assurance afin que nous puissions fournir la lettre requise.

R.128. Voir la réponse donnée à la question 116 ci haut.

Q.129. Section de la DP : 7.9

Sous-section (i) Crédits de paiement

<b>N° de l'invitation – Solicitation No.</b>	<b>N° de la modif. – Amd. No</b>	<b>Id de l'acheteur – Buyer ID</b>
21120-206246	011	005IM
<b>N° de réf. du client – Client Ref. No.</b>	<b>N° du dossier – File No.</b>	<b>N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No</b>

Question Afin d'évaluer correctement le risque associé à la réponse à ce projet, le Canada peut-il indiquer le montant du crédit pour défaut de respecter le niveau de service minimal?

- R.129. Les clauses de crédit de service standard et le modèle utilisé dans les contrats du Canada sont fournis ci-dessous. Cependant, le Canada reconnaît que cela peut ne pas correspondre au modèle de licence et de soutien du soumissionnaire. Si tel est le cas, les soumissionnaires sont invités à fournir d'autres modèles de crédit de service à l'examen du Canada dans le cadre de la réponse à R91.

**Crédits de service :** À la demande du Canada, l'entrepreneur calculera la disponibilité du service du client au cours d'un mois civil donné. Si l'entrepreneur n'a pas satisfait à la disponibilité du service au cours d'un mois civil donné, le Canada aura droit à un crédit dans les cas suivants :

<b>Interruption de disponibilité du service</b>	<b>Crédit de service</b>
Moins de 2 % des heures d'un mois civil	Aucun crédit
De 2 % à 3,99 % des heures d'un mois civil	5 %
De 4 % à 5,99 % des heures d'un mois civil	10 %
De 6 % à 11,99 % des heures d'un mois civil	25 %
À partir de 12 % des heures d'un mois civil	50 %

Le montant du crédit auquel le Canada a droit pour toute interruption de la disponibilité des services au cours d'un mois civil donné sera calculé comme suit : le pourcentage de crédit de service applicable pour la disponibilité du service multiplié par le taux mensuel estimatif (calculé au prorata du taux annuel applicable payé par le Canada à l'époque).

La durée d'une interruption de disponibilité du service sera mesurée à partir du moment où une interruption est signalée par le client jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires pour rendre le service de nouveau disponible.

- Q.130. Section de la DP : 7.29

Sous-section Crédit de rendement

Question Le Canada peut-il confirmer si une garantie de la société mère est requise?

- R.130. Veuillez-vous reporter au paragraphe 6.2 – Capacité financière, A9033T (2012-07-16) de la section 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences. La clause 7.29 – Garantie d'exécution, de la partie 7, peut être supprimée.

- Q.131. Section de la DP : 4003 12

Question Le fait de prévoir une période d'acceptation de 30 jours pour tous les produits livrables aura une incidence importante sur le calendrier du projet; dans certains cas, cela peut entraîner des retards dans le projet. Le Canada croit-il que cela pourrait entraîner un projet beaucoup plus long et donc plus coûteux?

- R.131. L'acceptation est décrite à la condition 4003 12 (3) CCUA des conditions supplémentaires pour les logiciels sous licence du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA), qui indique ce qui suit :

« 3. Période d'acceptation : Sauf disposition contraire dans le contrat, les procédures d'acceptation se dérouleront comme suit :

<b>N° de l'invitation – Solicitation No.</b>	<b>N° de la modif. – Amd. No</b>	<b>Id de l'acheteur – Buyer ID</b>
21120-206246	011	005IM
<b>N° de réf. du client – Client Ref. No.</b>	<b>N° du dossier – File No.</b>	<b>N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No</b>

- a. à la fin des travaux, l'entrepreneur doit aviser le responsable technique ou le chargé de projet par écrit, avec copie à l'autorité contractante, mentionnant cette disposition du contrat et demandant l'acceptation des travaux;
- b. le Canada aura trente (30) jours suivant la réception de l'avis pour effectuer son inspection (la "période d'acceptation"). »

Le Canada n'exonère toutefois pas l'entrepreneur de toute responsabilité en cas de défauts ou d'autres manquements à l'obligation de respecter les exigences du contrat ou les responsabilités de l'entrepreneur en ce qui a trait à la garantie, à l'entretien ou au soutien prévus dans le contrat.

Veuillez cliquer sur le lien suivant pour consulter la clause complète dans le Guide des CCUA :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/4/4003/4>

Les travaux doivent être exécutés selon les modalités décrites dans la base de paiement du contrat ou tout calendrier de paiement pour les produits livrables.

Le Canada est conscient que le projet peut connaître certains retards, ce qui exigera des délais supplémentaires afin de corriger la situation, conformément aux conditions supplémentaires 4003 12; toutefois, le travail doit être effectué en fonction du prix du contrat.

Q.132. Section de la DP : 4003 12

- Question En ce qui concerne la « période d'acceptation », une fois la période d'essai d'acceptation par l'utilisateur terminée avec succès et le système mis en production, il est entendu qu'il y aura une période d'acceptation de trente (30) jours pendant laquelle le système nouvellement installé sera en production et son rendement fera l'objet d'une surveillance. Étant donné que des problèmes mineurs et non critiques se posent couramment au cours d'une mise en œuvre, le Canada est-il d'accord pour aborder cette période de la façon suivante?
- Si, à tout moment pendant la période d'acceptation, la solution révèle un défaut de niveau de priorité 1 ou 2, le fournisseur sera responsable de la résolution des problèmes. Les niveaux de priorité seraient définis dans les accords sur les niveaux de service conclus. Tout problème mineur serait également résolu ou ferait l'objet d'un plan de résolution dont auront convenu les parties.

R.132. Les conditions supplémentaires 4003 12 ne seront pas modifiées. Veuillez-vous référer au paragraphe 4 des conditions 4003 12, qui se lit ainsi :

- « 4. Si le Canada découvre une défectuosité durant la période d'acceptation, l'entrepreneur doit régler cette défectuosité le plus tôt possible et aviser le Canada par écrit une fois qu'elle est corrigée, afin que le Canada puisse de nouveau inspecter les travaux durant une nouvelle période d'acceptation. »

Q.133. Section de la DP : 4003 14

- Question Comme le Canada demande une solution logicielle commerciale prête à l'emploi (LCPE), toute modification apportée au LCPE sera analysée et mise en œuvre de manière à ce qu'elle puisse être maintenue et mise à niveau dans le cadre d'un ensemble de LCPE. Le Canada croit-il que la demande de propriété des modifications exigerait de conclure une entente distincte de soutien et d'entretien?

<b>N° de l'invitation – Solicitation No.</b>	<b>N° de la modif. – Amd. No</b>	<b>Id de l'acheteur – Buyer ID</b>
21120-206246	011	005IM
<b>N° de réf. du client – Client Ref. No.</b>	<b>N° du dossier – File No.</b>	<b>N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No</b>

- R.133. Le Canada ne demande pas la propriété des modifications ou de la propriété intellectuelle associées à la solution. Les modifications demeurent la propriété de l'entrepreneur utilisé par le Canada en vertu de l'entente de licence pour la solution. L'exigence est de mettre en œuvre toutes les modifications de manière à permettre la maintenance et les mises à niveau du produit LCPE et des modifications.
- Q.134. De nombreux produits sont déclarés dans la DP comme étant sous licence par le SCC aujourd'hui. Le SCC a-t-il une liste de l'équipement fourni par le gouvernement aux fins du SGD?
- R.134. L'équipement fourni par le gouvernement fait généralement référence à des biens tels que des ordinateurs portables, des chaises, des bureaux, etc. qui sont achetés par le gouvernement du Canada pour être utilisés par un entrepreneur. Les licences logicielles ne sont pas considérées comme des équipements fournis par le gouvernement.
- Q.135. Veuillez confirmer si le Service correctionnel du Canada a des licences Microsoft 365 (y compris SharePoint, le courriel, la protection contre la perte de données, le clavier et PowerBI Pro) et si ces licences sont considérées comme de l'équipement fourni par le gouvernement.
- R.135. Voir les réponses aux questions 7 et 33 de la modification n° 003 pour confirmation de la disponibilité des licences. Les licences fournies par le Canada pour ces applications et outils ne sont pas considérées comme de l'équipement fourni par le gouvernement.
- Q.136. Dans la solution du SGD, il pourrait y avoir jusqu'à trois entités distinctes chargées de fournir la solution du SGD :
- Le soumissionnaire/intégrateur de systèmes
  - Le fournisseur de LCPE pour le SGD
  - Le fournisseur de plateforme de services infonuagiques
- Le Canada pourrait-il fournir une matrice de traçabilité afin d'expliquer la façon dont il perçoit les modalités et les conditions applicables à chaque entité distincte?
- Par exemple, on trouve à la section 7.5(b)(12) de la partie 7 une exigence d'accès à l'emplacement. Cela s'appliquerait-il au soumissionnaire, au fournisseur de LCPE et au fournisseur de services infonuagiques, ou seulement au soumissionnaire?
- De nombreuses autres modalités ne sont pas précises quant à l'entité à laquelle elles renvoient; par conséquent, il est très difficile pour les soumissionnaires d'évaluer la conformité aux exigences et conditions.
- R.136. Les modalités de présente invitation s'appliquent au soumissionnaire. Comme il est indiqué dans la réponse à la question Q.123 dans la modification 10, le Canada a un contrat distinct avec des modalités distinctes avec les fournisseurs de services infonuagiques approuvés par le gouvernement du Canada. Comme il est indiqué dans la réponse à la question 110 dans la modification 10, le Canada a l'intention de lancer un marché distinct pour un intégrateur de systèmes (IS), qui aboutirait à un contrat distinct assorti de modalités distinctes. Comme il est indiqué dans la réponse à la question 123 dans la modification 10, si des modalités particulières dans la présente invitation posent une préoccupation particulière, veuillez soumettre une question faisant référence à la clause de la modalité à l'autorité contractante. De même, si la présente invitation comporte une modalité qui est en conflit avec le modèle proposé de solution de licences, veuillez soumettre une question faisant référence à la clause de la modalité à l'autorité contractante.

<b>N° de l'invitation – Solicitation No.</b>	<b>N° de la modif. – Amd. No</b>	<b>Id de l'acheteur – Buyer ID</b>
21120-206246	011	005IM
<b>N° de réf. du client – Client Ref. No.</b>	<b>N° du dossier – File No.</b>	<b>N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No</b>

Q.137. Section 3.5(a) de la partie 3, intitulée « Emplacements ou locaux proposés par le soumissionnaire exigeant des mesures de protection »

Comme il est indiqué à la Partie 6, à la rubrique sur les exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir les adresses complètes de ses emplacements ou de ses locaux, ou des emplacements ou des locaux des personnes proposées, pour lesquels des mesures de protection sont requises pour l'exécution des travaux.

L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, dans le cadre du Programme de sécurité des contrats, que le soumissionnaire et les personnes proposées détiennent une attestation de sécurité valide au niveau nécessaire au moment de l'adjudication du contrat, comme l'indique la partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

Veuillez confirmer que cette exigence est destinée au soumissionnaire ou à l'intégrateur de systèmes, et non au fournisseur de services infonuagiques.

R.137. Cette exigence s'applique au ou aux soumissionnaires retenus qui ont obtenu un contrat à la suite de cette invitation à soumissionner. Comme il est indiqué dans la réponse à la question 123 dans la modification 10, le Canada a un contrat distinct doté de modalités distinctes avec les fournisseurs de services infonuagiques approuvés par le gouvernement du Canada, de sorte que ces services ne seront pas couverts par le présent contrat.

Q.138. Cette invitation nécessite de fournir un prix fixe pour la durée du contrat, y compris les années d'option. Étant donné que la quantité de services de soutien dépend du nombre d'améliorations mises au point et déployées pendant les phases de conception et de mise en œuvre du programme de SGD, l'État peut-il confirmer que les frais fixes ne sont que les frais d'entretien et de soutien associés au logiciel de base? Les services d'entretien de la solution de SGD (c.-à-d. les services de gestion des applications après la mise en œuvre) seraient-ils soit effectués à l'interne par le SCC, soit achetés par l'intermédiaire d'une mise à jour au présent contrat après la phase de conception, ou s'agirait-il d'un achat distinct?

R.138. On demande aux soumissionnaires de fournir un modèle de soutien proposé, y compris la répartition prévue des responsabilités relatives au soutien entre le soumissionnaire et le SCC dans le cadre de la réponse au critère C102. Toutefois, étant donné que le modèle de soutien ne sera pas mis au point tant que l'étape de conception n'aura pas été terminée, le Canada reconnaît qu'il pourrait devoir mettre à jour le présent contrat une fois le modèle mis au point pour gérer des améliorations spécifiques si les éléments supplémentaires que le soumissionnaire doit soutenir ou la répartition des responsabilités sont rajustés.

Q.139. À quelle étape se déroulera le programme d'évaluation de la technologie de l'information (TI) du Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS)? Et de quelle façon le communiquera-t-on aux soumissionnaires?

R.139. Voir la réponse à la question 49 de la modification n° 006.

Q.140. La définition figurant dans la DP est la suivante :

Dans le cadre de la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciel » désigne le propriétaire de tout produit logiciel compris dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

<b>N° de l'invitation – Solicitation No.</b>	<b>N° de la modif. – Amd. No</b>	<b>Id de l'acheteur – Buyer ID</b>
21120-206246	011	005IM
<b>N° de réf. du client – Client Ref. No.</b>	<b>N° du dossier – File No.</b>	<b>N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No</b>

Question :

Habituellement, les soumissionnaires utilisent des « bibliothèques » de tiers (exclusives ou de source ouverte), des applications de tiers et des services externes comme des cartes dans leur solution. Le SCC demande-t-il aux soumissionnaires de soumettre une autorisation d'éditeur de logiciel pour chaque « logiciel » propriétaire proposé dans sa soumission, y compris ceux décrits ci-dessus?

Le SCC peut-il préciser l'étendue de l'exigence de cette autorisation?

Le SCC peut-il expliquer comment déterminer s'il faut remplir un formulaire d'autorisation d'éditeur de logiciel est requis pour une « bibliothèque » de tiers, un service externe, etc.?

R.140. Le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel n'est pas requis pour les bibliothèques de source ouverte ou les produits comme le logiciel Microsoft 365, puisque les licences seront fournies par le Canada. Le formulaire est requis pour les produits logiciels qui ne sont pas accessibles au public et qui constituent une partie importante et unique de la solution proposée, lorsque l'entrepreneur doit obtenir l'autorisation d'inclure la composante dans la solution. Il n'est pas nécessaire de remplir un formulaire d'autorisation d'éditeur de logiciel pour les éléments « utilitaires » communément utilisés, qu'ils soient exclusifs ou de source ouverte, pour fournir des fonctionnalités comme les cartes.

Q.141. Critère O2 – Références sur la mise en œuvre de projets liés à la sécurité publique

Le SCC affirme qu'un projet doit avoir été achevé au cours des cinq dernières années et que le deuxième doit avoir été achevé au cours des dix dernières années. Nous voulons fournir au SCC les références qui se rapportent le plus directement à notre expérience et qui correspondent le mieux aux objectifs de modernisation du SCC. Afin de nous aider à choisir nos meilleures références, nous cherchons à comprendre la définition du terme « achever » du SCC. Dans le cadre de nos nombreux projets de SGD, nous avons approché la définition du terme « achevé » comme la conclusion réussie de la phase d'essais d'acceptation par l'utilisateur (EAU), au moment où le client a officiellement signé l'acceptation de la solution et déterminé qu'elle est prête pour la production. Est-ce que l'achèvement de l'étape critique de l'EAU, l'acceptation par le client et la préparation pour la production répond aux attentes et à la définition du terme « achevé » du SCC?

R. 141. Aux fins du critère O2, pour qu'un projet soit considéré comme « achevé », un certain niveau de production et de mise en œuvre doit être achevé. Le déploiement de la production est peut-être encore en cours, mais il doit avoir progressé au-delà de la fin des essais d'acceptation par l'utilisateur afin d'inclure la mise en œuvre pour un sous-ensemble d'utilisateurs de production à tout le moins.

Q.142. L'État demande que de nombreuses références de projets soient soumises au moment de la clôture des soumissions et demande les coordonnées des clients principaux pour toutes les références des projets. Certains clients ne souhaitent pas que leurs noms et coordonnées soient indiqués dans la proposition. Nous avons l'engagement de nos références clients à fournir une confirmation du travail effectué par notre société à la demande de l'État; cependant, les clients ne sont pas à l'aise de fournir des coordonnées sans savoir dans quel délai on communiquera avec eux. Nous demandons respectueusement à l'État de permettre aux soumissionnaires de fournir les noms et coordonnées des clients sur demande pendant les étapes d'évaluation dans un délai raisonnable de la demande.

R.142. Les coordonnées des clients principaux pour toutes les références au projet, y compris les noms des clients et leurs coordonnées, doivent être fournies dans le cadre de la soumission. L'accès aux coordonnées est couvert par l'entente de non-divulgence requise de toute personne ayant accès à la soumission et n'est pas accessible au public. Le Canada informera le soumissionnaire, sur demande, du début du processus de vérification des références.

<b>N° de l'invitation – Solicitation No.</b>	<b>N° de la modif. – Amd. No</b>	<b>Id de l'acheteur – Buyer ID</b>
21120-206246	011	005IM
<b>N° de réf. du client – Client Ref. No.</b>	<b>N° du dossier – File No.</b>	<b>N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No</b>

Q.143. L'État peut-il indiquer aux soumissionnaires quand ils peuvent s'attendre à obtenir des réponses aux questions qui ont été soumises? Les réponses à ces questions auront une incidence considérable sur la façon dont nous répondons à un certain nombre d'exigences. Il y a plus d'une semaine, notre entreprise a posé six questions qui demeurent sans réponse (des questions supplémentaires ont été soumises récemment).

En plus des questions en suspens, les exigences et les réponses pour cette invitation à soumissionner sont extrêmement complexes et vastes en ce qui a trait aux détails et aux pièces à présenter.

Nous pouvons comprendre que l'État examine probablement un certain nombre de questions techniques pour cette raison, et celles qui ont été mentionnées ci-dessus, nous demandons respectueusement une prolongation de deux semaines de l'invitation susmentionnée afin de donner à l'État suffisamment de temps pour répondre aux questions, et aux soumissionnaires restants pour intégrer les résultats de ces questions dans leurs réponses.

R.143. La présente modification donne des réponses aux questions restantes soumises à ce jour. Une prolongation de deux (2) semaines a été accordée avec la modification n° 009, le 1<sup>er</sup> mars 2022. Aucune prolongation supplémentaire ne sera accordée à ce moment-ci.

Q.144. La modification la plus récente apporte des éclaircissements précieux sur un certain nombre de questions, dont plusieurs portant sur des questions de rendement technique et fonctionnel. Compte tenu de ce qui précède, la nécessité de réexaminer les ébauches de réponses existantes et un certain nombre de questions importantes restent en suspens, ce qui peut avoir une incidence considérable sur les réponses des fournisseurs, le SCC sera-t-il disposé à prolonger la date de clôture de la DP de deux à trois semaines pour permettre à tous les fournisseurs d'avoir un délai de réponse suffisant?

R.144. Voir la réponse à la question 143 ci-dessus.

Q.145. La sécurité de la chaîne d'approvisionnement vise-t-elle le matériel et les logiciels? Cela s'appliquerait-il toujours au matériel que le fournisseur recommande, mais ne fournit pas (c'est-à-dire le matériel que le SCC devrait acheter)? Cela s'applique-t-il également aux logiciels tiers qui font partie de la solution du fournisseur, comme les produits Microsoft et Azure?

R.145. La sécurité de la chaîne d'approvisionnement s'applique aux produits inclus dans la solution proposée par le soumissionnaire. Elle ne s'applique pas aux licences fournies par le gouvernement pour les produits Microsoft (comme Word, Excel, SharePoint, etc.) ou à la capacité infonuagique à être fournie par un fournisseur de services infonuagiques de niveau Protégé B approuvée selon le contrat conclu avec le fournisseur de services infonuagiques.

Q. 146. Annexe C – Base de paiement, Tableau 6.1 : L'État peut-il confirmer que pour une licence d'entité abonnée les soumissionnaires doivent fournir un prix annuel (12 mois) qui permet à tous les utilisateurs autorisés d'utiliser la solution au besoin (voir le tableau 6.1; remarque 4) en tant que prix de lot ferme tout compris de l'entreprise dans la cellule A-1 du tableau 6.1? Si ce n'est pas 12 mois, l'État peut-il confirmer la durée à utiliser comme indiqué à la note 1?

R.146. Oui, dans le cas d'une licence d'entité abonnée, un prix annuel (12 mois) devrait être indiqué dans la cellule A-1 du tableau 6.1. Dans le cas d'une licence permanente, un prix unique devrait être fourni dans la cellule A-1, et les coûts annuels d'entretien et de soutien (12 mois) doivent être indiqués dans le tableau 6.2.

<b>N° de l'invitation – Solicitation No.</b>	<b>N° de la modif. – Amd. No</b>	<b>Id de l'acheteur – Buyer ID</b>
21120-206246	011	005IM
<b>N° de réf. du client – Client Ref. No.</b>	<b>N° du dossier – File No.</b>	<b>N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No</b>

Q.147. À la cellule 1-A du tableau 6.1 de l'annexe C – Base de paiement, on demande la « Licence d'entité au Service correctionnel du Canada afin d'utiliser la solution » et la remarque 3 indique : « La licence d'entité est en vigueur pour À REMPLIR licences et permet jusqu'à concurrence de À REMPLIR utilisateurs sous la même entité ». L'État peut-il confirmer que le soumissionnaire doit remplir les champs portant la mention « à remplir »?

R.147. Le libellé de la remarque 3 du tableau 6.1 de l'annexe C – Base de paiement, est mis à jour comme suit.

Remarque 3 : La licence d'entité est en vigueur pour 17 000 licences et permet jusqu'à concurrence de 20 000 utilisateurs sous la même entité

Q.148 : Annexe C : Base de paiement, tableau des prix 6.1- Remarque 1 : Le prix indiqué dans la colonne A (ci-dessus) est un prix de lot ferme tout compris couvrant le SCC pour la durée du contrat.

Remarque 4 : Les licences d'abonnement doivent inclure la maintenance et l'assistance logicielles. La tarification d'une licence d'entité d'abonnement (y compris la maintenance et le support) consiste en un prix annuel qui permet à tous les utilisateurs autorisés d'utiliser la solution selon les besoins.

Le SCC pourrait-il préciser si, pour un produit de licence d'abonnement, le prix à saisir dans le tableau 6.1 est le coût annuel (par exemple, 10 000 000 \$ par an) ou la durée du contrat ? (par exemple, 10 000 000 \$ par an x 21 ans = 210 000 000 \$).

A.148 : Voir la réponse à la Q.146 ci-dessus.

Q.149 : Annexe C : Base de paiement, Tableau de tarification 6.1 Remarque 3 : La licence d'entité est en vigueur pour les licences À REMPLIR et permet jusqu'à des utilisateurs À REMPLIR sous la même entité.

Nous supposons qu'il est de la responsabilité du fournisseur de remplir le nombre d'unités de licence utilisateur dans les sections « À REMPLIR » de la note 3, dans le cadre de la soumission de la réponse du fournisseur au SCC. Est-ce exact ?

A.149 : Voir la réponse à Q.147 ci-dessus.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.**